

Sauver les peuples européens de la folie de leurs gouvernements

Le combat contre le traité MES (Mécanisme européen de stabilité) est une urgence absolue pour tous les citoyens pour qui les valeurs sociales, humaines et démocratiques, censées être celles de l'Europe, ont encore un sens.

DÉSASTRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Depuis un an, les dirigeants européens construisent par couches successives l'Europe de l'austérité. Le "Six-pack", le "Two-pack", le traité MES et le traité sur la "stabilité, la coordination et la gouvernance" construisent un ordre européen calqué sur le modèle

CET ARTICLE EST UNE TRIBUNE SYNDICALE DE LA CENTRALE NATIONALE DES EMPLOYÉS SUR LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE.

Étienne Lebeau
Services d'études et de formation de la CNE

dépression; la première en Europe depuis les années 1930.

UN REcul DÉMOCRATIQUE

Mais le désastre actuel n'est pas "seulement" économique et social. C'est un recul démocratique sans précédent en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et des dictatures (grecque, espagnole, portugaise et dans les pays d'Europe centrale et orientale). La

ces économistes, mettre hors de portée des gouvernements et des parlements un certain nombre de leviers économiques.

C'est ce qui fut fait au début des années 1990 avec le traité de Maastricht. Les dirigeants européens abdiquèrent leur souveraineté monétaire en confiant la politique monétaire à la BCE. Ils abdiquèrent aussi leur souveraineté budgétaire en s'imposant le carcan de la règle des 3 % du PIB de déficit budgétaire (même si ce carcan n'a dans les faits pas fonctionné pour une série d'États). Dès les années 1990, le politologue canadien Stephen Gill dressait le constat d'une constitutionnalisation du néolibéralisme en Europe. Il ne pouvait pas mieux dire. Le récent pacte budgétaire exige des États qu'ils insèrent la règle d'or dans leur constitution nationale. La

tions nationales. Ces freins auront donc une validité obligatoire et éternelle!" M. Draghi, le président de la Banque centrale européenne, est encore plus direct, quand il dit récemment que "le modèle social européen est obsolète".

RÉSISTANCES

Ces constats étant faits, la question qui se pose à tous les démocrates européens est celle des luttes à mener pour enrayer la mécanique infernale. À très court terme, la priorité est de bloquer la ratification des traités, celui sur le MES et celui sur le pacte budgétaire. La CNE s'engage dans ce combat dans le cadre d'une mobilisation européenne au sein de la Joint Social Conference (voir ci-dessous). Au-delà, il faut susciter une résistance massive aux politiques d'austérité dans tous les pays européens.

“ ACTUELLEMENT, LA POLITIQUE EUROPÉENNE CONSISTE À FAIRE PAYER LES PEUPLES POUR LA FOLIE DES BANQUES!”

ultralibéral de l'Allemagne de Mme Merkel. L'austérité y devient, non seulement la "thérapie" infligée aux États considérés comme fautifs par l'Union européenne; mais une donnée permanente et ubiquitaire, valable pour la Grèce comme pour l'Allemagne et la Belgique. Cette politique constitue la pire des réponses à la crise actuelle. Elle est scandaleuse d'un point de vue moral, puisqu'elle consiste à faire payer les peuples pour la folie des banques et l'incapacité des dirigeants à contrôler ces banques. Elle est un non-sens économique, puisque l'Europe s'enfonce dans la récession, et même, en Grèce, en Espagne, en Roumanie, dans les pays baltes..., dans une grande

gouvernance économique concrétise le projet d'un libéralisme autoritaire. Celui-ci n'est pas neuf. "Toute la construction de l'union économique et monétaire (UEM) prend sa naissance dans le libéralisme autoritaire". La construction européenne est fortement teintée de la vision d'économistes comme Milton Friedman et Friedrich Hayek, pour lesquels la "saine" gestion économique va de pair avec le court-circuitage de la démocratie. Dans cette vision, les politiciens sont a priori suspects de mal gérer l'économie, c'est-à-dire de trop vouloir satisfaire leur électorat par des politiques sociales qui grèvent les finances publiques. Pour éviter cela, il faut donc, selon

“ LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE CONCRÉTISE LE PROJET D'UN LIBÉRALISME AUTORITAIRE.”

constitutionnalisation du néolibéralisme n'est donc pas une métaphore; c'est clairement ce que dit Mme Merkel quand elle annonce que "l'objet du pacte budgétaire est d'insérer des freins permanents à l'endettement dans les législa-

Une telle résistance a émergé dans les pays les plus touchés par la crise: la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Islande, la Roumanie... Dans certains cas, elle a débouché sur des changements politiques. La révolte du peuple islandais a

provoqué un changement de gouvernement, le rejet d'une politique de remboursement de la dette favorable aux seuls créanciers, etc. Les révoltes grecques, si elles n'ont pas empêché le vote des lois scélérates imposées par la troïka, ont provoqué la démission de nombreux parlementaires des deux principaux partis (le parti socialiste et le parti conservateur) ; et ont entraîné une montée de la gauche radicale aux élections législatives qui ont eu lieu le 6 mai. Par ailleurs, l'élection de M. Hollande à la présidence de la France rouvrira probablement le débat sur les nouveaux traités européens, puisqu'il a annoncé dans sa campagne vouloir renégocier au moins le pacte budgétaire. Au-delà des pays périphériques, l'enjeu actuel est celui des mobilisations dans nos pays à nous.

LES ENNEMIS DE L'EUROPE...

Face à cette hégémonie du discours néolibéral, il est absolument urgent de reconstituer un espace public et critique européen. C'est ce qu'entreprennent les mouvements sociaux et les syndicats, tant nationaux qu'européens, réunis au sein de la "Conférence sociale conjointe" [Ⓐ]. Ces mouvements ont lancé un appel en faveur d'un Sommet alternatif européen [Ⓒ]. L'objectif de celui-ci est de coaliser les forces vives européennes, qu'elles soient sociales, syndicales, politiques ou individuelles (intellectuels européens), en vue de définir les actions à mener pour enrayer la dynamique ultralibérale actuelle et reconstruire un nouveau modèle de développement. Cet appel a été signé par de nombreux réseaux sociaux, mouvements sociaux et personnalités tant intellectuelles

“ LES ENNEMIS DE L'EUROPE NE SONT PAS CEUX QUI CRITIQUENT LE MES ET LE PACTE BUDGÉTAIRE; CE SONT LES DIRIGEANTS EUROPÉENS EUX-MÊMES.”

MATRAQUAGE MÉDIATIQUE

La plus grande partie de la population belge, allemande..., semble malheureusement convaincue que les politiques d'austérité sont indispensables, qu'elles vont permettre de résoudre la crise. Les médias dominants continuent leur matraquage en faveur de ces politiques, au prix de toutes les incohérences. Un reportage récent de la RTBF montrait ainsi que les politiques d'austérité menées en Grèce mettaient la population et l'économie à genoux; pour mieux affirmer quelques secondes après que c'est pour ne pas vivre un scénario à la grecque qu'il faut mener ces politiques chez nous aussi. "Mieux vaut prévenir que guérir", telle était la morale retenue par le journaliste. Sans comprendre que l'austérité chez nous, condamne encore plus la Grèce – et au-delà, la zone euro – à l'effondrement.

que politiques. Quelque chose est peut-être en train de se produire en Europe. Des actions de résistance sont programmées dans les prochains mois à Francfort (siège de la BCE), en Croatie, en Italie, en Grèce... Même en Allemagne, fer de lance de l'Europe austéritaire, un appel a été lancé par une brochette de syndicalistes et d'intellectuels de haut vol (notamment le philosophe Jürgen Habermas), pour dénoncer la dérive antidémocratique de l'Europe [Ⓓ]. Le défi est de faire se toucher ces différentes initiatives et de constituer un espace de résistance permanent, occupant l'espace médiatique et infléchissant la vision des syndicats et des politiciens européens.

Les syndicats traditionnels et les partis de gauche doivent comprendre que s'ils tardent à revoir leurs analyses et à intensifier leurs mobilisations, ils risquent



d'être de plus en plus marginalisés dans le mouvement qui naît actuellement. Faut-il rappeler qu'en Grèce et en Espagne notamment, des critiques de plus en plus virulentes se font entendre contre les syndicats traditionnels? Les syndicats doivent élever leur niveau de critique et comprendre que la crise ne peut être résolue sans un rejet catégorique des politiques néo-mercantilistes [Ⓔ] et sans un changement fondamental de l'Europe. Les ennemis de l'Europe ne sont pas ceux qui critiquent le MES et le pacte budgétaire; ce sont les dirigeants européens eux-mêmes. Ces dirigeants ont perdu toute légitimité dans les pays les plus touchés par la crise; en s'accrochant à une Europe périmée qui n'est plus synonyme, pour beaucoup de citoyens européens, que de dégradation sans fin de leurs conditions d'existence, les dirigeants européens jouent avec le feu. Comme on le voit en Hongrie, en France et aux Pays-Bas notamment. Sans changement

de cap, l'Europe sera très vite confrontée au retour des monstres du passé. [Ⓕ]

[Ⓐ] Jean-Gabriel Bliet et Alain Parguez, *Le plein emploi ou le chaos*, *Economica*, 2006, p. 40.

[Ⓑ] www.jointsocialconference.eu

[Ⓒ] www.altersummit.eu

[Ⓓ] <http://europa-neu-begrueenden.de/france/index.html>

[Ⓔ] Politiques consistant à fonder la croissance d'un pays sur les exportations et donc sur la compression des salaires, des cotisations sociales et des impôts.

[Ⓕ] Les articles présentés dans ce dossier "Europe" ont, tous trois, été rédigés début mai 2012.